

EQUIPE - ENERGIE

"LA QUESTION PETROLIERE FACE AUX NOUVELLES STRATEGIES DE  
DE DOMINATION"

RESUME DE L'EXPOSE PRESENTE PAR M. KHELLIF AMAR PROFESSEUR  
A L'UNIVERSITE D'ALGER - MAITRE DE RECHERCHES AU CREAD

Notre exposé s'ordonne autour d'une idée essentielle selon laquelle la dynamique du marché pétrolier international est déterminé, en dernière analyse, par les stratégies mises en oeuvre par les principaux opérateurs sur le marché (Etats-Unis et grandes firmes pétrolières en particulier) dont l'objectif vise la reconstitution de positions hégémoniques sur le double plan, économique et énergétique.

Dès lors, le fonctionnement du marché pétrolier ne peut faire l'objet d'une analyse autonome, la compréhension de ses mécanismes renvoie aux mécanismes généraux de la crise des hiérarchies traditionnelles dans l'économie mondiale et aux phénomènes de compétition généralisée qu'elle engendre.

Concrètement, deux thèmes principaux feront l'objet de notre réflexion :

Dans le premier thème, il s'agit de montrer que la question pétrolière est au centre d'une confrontation dont l'enjeu ultime est la reconstitution de l'hégémonie américaine sur l'économie mondiale.

L'accent sera mis à travers ce thème, sur la corrélation qui existe entre l'évolution du système des prix pétroliers et les objectifs énergétiques et économiques des autorités américaines. Deux repères historiques (qui coïncident avec le début et la fin du cycle de hausse des prix) permettent de le vérifier :

- au début des années soixante-dix, les objectifs énergétiques (plan d'indépendance) et économiques (paralyser les capacités commerciales des principaux concurrents) ont favorisé la hausse des prix.

- au début des années quatre-vingts, les nouveaux objectifs énergétiques (révision du plan d'indépendance) et économiques (redéfinition des priorités industrielles) ont favorisé la chute des prix.

Dans le deuxième thème, il s'agit de montrer que la question pétrolière est au centre d'une confrontation visant la reconstitution d'un nouveau monopole énergétique.

L'accent sera mis à travers ce thème, sur le fait que la hausse des prix de pétrole a constitué un élément essentiel dans la stratégie adoptée au début des années soixante-dix par les compagnies pétrolières afin de revaloriser leurs réserves en pétrole et dégager les ressources **financières** nécessaires à leur politique de redéploiement vers de nouvelles zones de production (hors pays de l'OPEP) et de nouvelles sources d'énergie (gaz, charbon, schistes, nucléaire ...) à coûts de production très élevés.

Ce processus contrôlé de réajustement des prix devait déboucher, sous l'action de l'OPEP en particulier, sur une dynamique de décentralisation du marché et de perte du contrôle sur ce dernier.

Pour restaurer ce contrôle, les compagnies ont pris le risque, calculé, d'une baisse des prix afin de :

- reconstituer leurs réserves en pétrole, marginaliser l'approvisionnement pétrolier en provenance des pays de l'OPEP et, surtout soumettre cette dernière à la logique de leur stratégie,

- reconstruire le marché par absorption des opérateurs nouveaux venus sur ce dernier (sociétés commerciales, indépendants ...) dont l'apparition massive a coïncidé avec la période de hausse des prix.

Dans ces conditions, comment apprécier le rôle exact joué par l'OPEP depuis 1973 en matière de détermination des prix et de régulation générale du marché ? Comment évoluer sa récente tentative de cartellisations ? Quelles perspectives d'évolution pour les prix et pour quelles configurations futures des marchés ?

Quelques statistiques de base :1. Réserves mondiales et production annuelle de pétrole brut (1950-1985)

(en milliards de Tonnes)

	1955	1960	1965	1970	1975	1982	1985
A. Réserves prouvées	27,50	41,90	48,00	77,10	97,65	91,94	96,50
B. Production	0,80	1,05	1,60	2,30	2,70	2,78	2,82
Durée de vie (A/B)	34	40	30	33	36	34	35

2. Ventilation régionale des réserves prouvées en 1985

	Milliards de Tonnes	en %
- Amérique du Nord	5,5	6,1
- Amérique du Sud	11,7	11,8
- Europe Occidentale	3,3	3,5
- Afrique	7,5	8,0
- Moyen-Orient	54,2	56,4
- Extrême-Orient	2,5	2,5
- Pays de l'Est	11,4	11,7
TOTAL MONDE	96,5	100

3. Durée de vie des réserves en 1985

Zônes	En nombre d'années de production
- Amérique du Nord	9,7
- Amérique-Latine	34,5
- Europe-Occidentale	17,9
- Moyen-Orient	93,8
- Pays de l'Est	15,3
- Afrique	29,8
TOTAL MONDE	34,0
TOTAL OPEP	72,0

4. Structure de la consommation énergétique mondiale (1973-1985)

	1973		1985	
	de TEP	%	de TEP	%
- Pétrole	2.798	47,3	2.826	39,5
- Charbon	1.668,4	28,2	2.179,6	30,3
- Gaz	1.066,1	18,1	1.409,9	19,6
- Energie hydro-électrique	331,5	5,6	485,4	6,7
- Energie nucléaire	49,4	08	282,2	3,9
TOTAL	5.913,4	100	7.201,6	100

5. Evolution des parts de marché (1974-1985)

(en milliards de Tonnes)

	1974	%	1985	%
- OPEP	1.538	54	900	32
- Hors-OPEP	797	30	1.179	41,5
- Pays de l'Est	544	16	747	26,5
- TOTAL MONDE	2.879	100	2.826	100

6. Production de pétrole brut hors-OPEP (1974-1985)

(en milliards de Tonnes)

	1974	1985	% production mondiale
- Mer du Nord (Grande Bretagne + Norvège)	1,9	161	5,7
- Mexique	31,6	150	5,3
- Egypte	11,5	45,2	1,6
- Malaisie	4,0	24,8	0,9
- Brésil	8,5	23,8	0,8
- Australie	18,4	25,5	0,9
- Chine	65,8	114,5	4,1

7. Modification structurelle de l'industrie pétrolière mondiale (1950-1985)

	1950			1985		
	Majors	Firmes in-dépend.	Compagnies nationales	Majors	Firmes in-dépend.	Compagnies nationales
- Contrôle des gisements	98,2	1,8	—	30	—	70
- Contrôle des circuits de distribution	93	2	6,8	50	—	50

8. Exemple d'estimation de l'évolution de l'offre et la demande pour les prochaines années.

(en milliards de Tonnes)

Evolution de la demande mondiale (1983-2000)			
	1983	1990	2000
- Pays de l'A.I.E.	31,6	33,0	33,0
- Autres C.J.D.E.	2,2	2,0	2,0
- Autres	10,6	14,0	18,0
- TOTAL MONDIAL	44,4	49,0	53,0
Provenance de l'offre mondiale (1983-2000)			
	1983	1990	2000
- O.C.D.E.	15,8	15,0	13,0
- O.P.E.P.	18,4	24,0	29,0
- PUD non OPEP	7,3	9,0	10,0
- Pays de l'Est	1,6	0,5	00
TOTAL	44,0	49,0	53,0

SOURCE : Agence Internationale de l'Energie (A.I.E.)

Notre exposé s'ordonne autour d'une idée essentielle selon laquelle la *dynamique du marché pétrolier international est déterminé*, en dernière analyse, par les stratégies mises en oeuvre par les principaux opérateurs sur le marché (Etats-Unis et grandes firmes pétrolières en particulier) dont l'objectif vise la reconstitution de positions hégémoniques sur le double plan, économique et énergétique.

Dès lors, le fonctionnement du marché pétrolier ne peut faire l'objet d'une analyse autonome, la compréhension de ses mécanismes renvoie aux mécanismes généraux de la crise des hiérarchies traditionnelles dans l'économie mondiale et aux phénomènes de compétition généralisée qu'elle engendre.

Concrètement, deux thèmes principaux feront l'objet de notre réflexion :

Dans le premier thème, il s'agit de montrer que la question pétrolière est au centre d'une confrontation dont l'enjeu ultime est la reconstitution de l'hégémonie américaine sur l'économie mondiale.

L'accent sera mis à travers ce thème, sur la corrélation qui existe entre l'évolution du système des prix pétroliers et les objectifs énergétiques et économiques des autorités américaines. Deux repères historiques (qui coïncident avec le début et la fin du cycle de hausse des prix) permettent de le vérifier :

- au début des années soixante-dix, les objectifs énergétiques (plan d'indépendance) et économiques (paralyser les capacités commerciales des principaux concurrents) ont favorisé la hausse des prix.

- au début des années quatre-vingts, les nouveaux objectifs énergétiques (révision du plan d'indépendance) et économiques (redéfinition des priorités industrielles) ont favorisé la chute des prix.

Dans le deuxième thème, il s'agit de montrer que la question pétrolière est au centre d'une confrontation visant la reconstitution d'un nouveau monopole énergétique.

L'accent sera mis à travers ce thème, sur le fait que la hausse des prix de pétrole a constitué un élément essentiel dans la **stratégie** adoptée au début des années soixante-dix par les compagnies pétrolières afin de revaloriser leurs réserves en pétrole et dégager les ressources **financières** nécessaires à leur politique de redéploiement vers de nouvelles zones de production (hors pays de l'OPEP) et de nouvelles sources d'énergie (gaz, charbon, schistes, nucléaire ...) à coûts de production très élevés.

Ce processus contrôlé de réajustement des prix devait déboucher, sous l'action de l'OPEP en particulier, sur une dynamique de décentralisation du marché et de perte du contrôle sur ce dernier.

Pour restaurer ce contrôle, les compagnies ont pris le risque, calculé, d'une baisse des prix afin de :

- reconstituer leurs réserves en pétrole, marginaliser l'approvisionnement pétrolier en provenance des pays de l'OPEP et, surtout soumettre cette dernière à la logique de leur stratégie,

- reconstruire le marché par absorption des opérateurs nouveaux venus sur ce dernier (sociétés commerciales, indépendants ...) dont l'apparition massive a coïncidé avec la période de hausse des prix.

Dans ces conditions, comment apprécier le rôle exact joué par l'OPEP depuis 1973 en matière de détermination des prix et de régulation générale du marché ? Comment évoluer sa récente tentative de cartellisations ? Quelles perspectives d'évolution pour les prix et pour quelles configurations futures des marchés ?

Quelques statistiques de base :1. Réserves mondiales et production annuelle de pétrole brut (1950-1985)

(en milliards de Tonnes)

	1955	1960	1965	1970	1975	1982	1985
A. Réserves prouvées	27,50	41,90	48,00	77,10	97,65	91,94	96,50
B. Production	0,80	1,05	1,60	2,30	2,70	2,78	2,82
Durée de vie (A/B)	34	40	30	33	36	34	35

2. Ventilation régionale des réserves prouvées en 1985

	Milliards de Tonnes	en %
- Amérique du Nord	5,5	6,1
- Amérique du Sud	11,7	11,8
- Europe Occidentale	3,3	3,5
- Afrique	7,5	8,0
- Moyen-Orient	54,2	56,4
- Extrême-Orient	2,5	2,5
- Pays de l'Est	11,4	11,7
TOTAL MONDE	96,5	100

3. Durée de vie des réserves en 1985

Zônes	En nombre d'années de production
- Amérique du Nord	9,7
- Amérique-Latine	34,5
- Europe-Occidentale	17,9
- Moyen-Orient	93,8
- Pays de l'Est	15,3
- Afrique	29,8
TOTAL MONDE	34,0
TOTAL OPEP	72,0

4. Structure de la consommation énergétique mondiale (1973-1985)

	1973		1985	
	de TEP	%	de TEP	%
- Pétrole	2.798	47,3	2.826	39,5
- Charbon	1.668,4	28,2	2.179,6	30,3
- Gaz	1.066,1	18,1	1.409,9	19,6
- Energie hydro- électrique	331,5	5,6	485,4	6,7
- Energie nucléaire	49,4	08	282,2	3,9
TOTAL	5.913,4	100	7.201,6	100

5. Evolution des parts de marché (1974-1985)

(en milliards de Tonnes)

	1974	%	1985	%
- OPEP	1.538	54	900	32
- Hors-OPEP	797	30	1.179	41,5
- Pays de l'Est	544	16	747	26,5
- TOTAL MONDE	2.879	100	2.826	100

6. Production de pétrole brut hors-OPEP (1974-1985)

(en milliards de Tonnes)

	1974	1985	% production mondiale
- Mer du Nord (Grande Bretagne + Norvège)	1,9	161	5,7
- Mexique	31,6	150	5,3
- Egypte	11,5	45,2	1,6
- Malaisie	4,0	24,8	0,9
- Brésil	8,5	23,8	0,8
- Australie	18,4	25,5	0,9
- Chine	65,8	114,5	4,1

7. Modification structurelle de l'industrie pétrolière mondiale (1950-1985)

	1950			1985		
	Majors	Firmes in- dépend.	Compagnies nationales	Majors	Firmes in- dépend.	Compagnies nationales
- Contrôle des gisements	98,2	1,8	—	30	—	70
- Contrôle des circuits de distribution	93	2	6,8	50	—	50

8. Exemple d'estimation de l'évolution de l'offre et la demande pour les prochaines années.

(en milliards de Tomes)

Evolution de la demande mondiale (1983-2000)			
	1983	1990	2000
- Pays de l'A.I.E.	31,6	33,0	33,0
- Autres C.J.D.E.	2,2	2,0	2,0
- Autres	10,6	14,0	18,0
- TOTAL MONDIAL	44,4	49,0	53,0
Provenance de l'offre mondiale (1983-2000)			
	1983	1990	2000
- O.C.D.E.	15,8	15,0	13,0
- O.P.E.P.	18,4	24,0	29,0
- PUD non OPEP	7,3	9,0	10,0
- Pays de l'Est	1,6	0,5	00
TOTAL	44,0	49,0	53,0

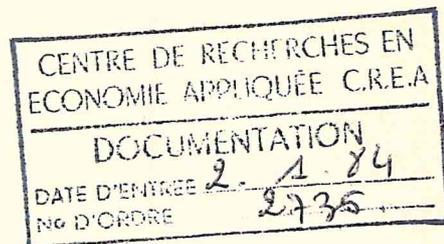
SOURCE : Agence Internationale de l'Energie (A.I.E.)

CENTRE DE RECHERCHES  
EN ECONOMIE APPLIQUEE  
A L G E R

BIENS D'EQUIPEMENT ELECTRIQUE EN COREE  
DU SUD  
ELEMENTS MONOGRAPHIQUES.

Jacques BLANC

Octobre 1980



EQUIPE ENERGIE

Valorisation physique  
interne des hydrocarbures

Document n° 9.

LISTE DES TABLEAUX

		<u>Page</u>
I/1	Structure des investissements des 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> plans	10
I/2	Structure de la population active	11
I/3	Structure du PIB	11
I/4	Evolution de la balance extérieure	13
I/5	Evolution et structure de la dette publique extérieure	13
I/6	Financement de l'accumulation	15
I/7	Répartition de l'investissement étranger en 1974	15
I/8	Origine des investissements étrangers	16
I/9	Grands groupes industriels et commerciaux	18
I/10	Principales activités du groupe HYUNDAI	19
I/11	Principales filiales du groupe SAMSOUNG	20
I/12	Situation des travailleurs	23
II/1	Structure de la production industrielle	29
II/2	Objectifs d'exportation	29
II/3	Structure de la valeur ajoutée industrielle	30
II/4	Structure de l'emploi industriel	30
II/5	Structure des exportations de DAEWOO en 1979	36
II/6	Principales activités du groupe DAEWOO	37
III/1	Importations de la Corée du Sud	49
III/2	Exportations de la Corée du Sud	50
III/3	Exportations vers le Tiers-Monde	51

## Introduction.

La République de Corée (ou Corée du Sud par opposition à la République Démocratique et Populaire de Corée) était en 1978 le troisième exportateur du Tiers Monde (1) pour les produits des industries électriques(2) et le deuxième(1) pour l'ensemble des produits mécaniques et électriques(3).

Située en Asie de l'Est entre la Chine et le Japon, elle a une population de 38 Mh en 1980, sur un territoire de 98.757 Km<sup>2</sup>.

Sa création remonte à la partition de la péninsule coréenne, colonie japonaise de 1910 à 1945, après la fin de la deuxième guerre mondiale. La République de Corée a été proclamée en 1948, et son économie a souffert des destructions de la guerre de 1950-1953.

Région surtout agricole jusqu'en 1945, cette partie Sud de la Corée n'a que des ressources naturelles limitées : anthracite (15 à 20 M<sup>3</sup>/an), minerai de fer (5 à 600.000 t/an), tungstène et zinc (4).

L'économie de la Corée du Sud est profondément marquée :

- par ses liens avec le Japon, marqués par une dépendance commerciale, financière et technologique et par des liens informels mais étroits entre les firmes(5)
- par le soutien des USA dans la période de "guerre froide" qui a suivi l'armistice de Pan Mun Jon en 1953, entraînant à la fois une concurrence économique avec la Corée du Nord et la répression de toutes les revendications des travailleurs
- par le rôle de l'armée, qui compte 600.000 h en 1980, absorbe 6% du PNB ou 33% du budget de l'état (6) et contrôle le pouvoir politique depuis 1962.

(1) Dans les 2 cas après Taiwan, pour qui cependant les données ne sont pas fournies par la même source et ne sont pas forcément comparables.

(2) 1.247,6. 10<sup>6</sup> US \$, ou 1,7% des exportations mondiales .

(3) 2.570,0. 10<sup>6</sup> US \$, ou 0,7% des exportations mondiales .

(4) Pierre Judet, "A propos de la semi-industrialisation : le cas de la République de Corée" IREP, Grenoble, Avril 1979.

(5) Yves Jorlin, "L'industrie sidérurgique en Corée du Sud".CREA, Mai 1979.

(6) Le Monde, 9 Septembre 1980.

## Introduction.

La République de Corée (ou Corée du Sud par opposition à la République Démocratique et Populaire de Corée) était en 1978 le troisième exportateur du Tiers Monde (1) pour les produits des industries électriques(2) et le deuxième(1) pour l'ensemble des produits mécaniques et électriques(3).

Située en Asie de l'Est entre la Chine et le Japon, elle a une population de 38 Mh en 1980, sur un territoire de 98.757 Km<sup>2</sup>.

Sa création remonte à la partition de la péninsule coréenne, colonie japonaise de 1910 à 1945, après la fin de la deuxième guerre mondiale. La République de Corée a été proclamée en 1948, et son économie a souffert des destructions de la guerre de 1950-1953.

Région surtout agricole jusqu'en 1945, cette partie Sud de la Corée n'a que des ressources naturelles limitées : anthracite (15 à 20 M<sup>3</sup>/an), minerais de fer (5 à 600.000 t/an), tungstène et zinc (4).

L'économie de la Corée du Sud est profondément marquée :

- par ses liens avec le Japon, marqués par une dépendance commerciale, financière et technologique et par des liens informels mais étroits entre les firmes(5)
- par le soutien des USA dans la période de "guerre froide" qui a suivi l'armistice de Pan Mun Jon en 1953, entraînant à la fois une concurrence économique avec la Corée du Nord et la répression de toutes les revendications des travailleurs
- par le rôle de l'armée, qui compte 600.000 h en 1980, absorbe 6% du PNB ou 33% du budget de l'état (6) et contrôle le pouvoir politique depuis 1962.

---

(1) Dans les 2 cas après Taiwan, pour qui cependant les données ne sont pas fournies par la même source et ne sont pas forcément comparables.

(2) 1.247,6. 10<sup>6</sup> US \$, ou 1,7% des exportations mondiales .

(3) 2.570,0. 10<sup>6</sup> US \$, ou 0,7% des exportations mondiales .

(4) Pierre Judet, "A propos de la semi-industrialisation : le cas de la République de Corée" IREP, Grenoble, Avril 1979.

(5) Yves Jorlin, "L'industrie sidérurgique en Corée du Sud".CREA, Mai 1979.

(6) Le Monde, 9 Septembre 1980.

Première partie :

DEVELOPPEMENT DE LA COREE DU SUD

1.1. La crise d'une croissance spectaculaire.

Le PNB de la Corée du Sud a atteint près de 31.000.10<sup>6</sup> \$ en 1978, soit environ 860 \$/h. Les taux de croissance jusque-là étaient très importants:

	1962	1972	1976	1978
PNB aux prix constants 1975(1)	2.271	9.824	18.761	30.800(2)
Taux de croissance annuel		15,8%	17,6%	28,%
PNB aux prix constants 1975(1)	5.549	13.742	18.761	?
Taux de croissance réel annuel		9,5%	8,1%	

D'autres estimations font état d'une croissance annuelle du PNB à prix constants de 7,7% entre 1962 et 1966, 10,5% entre 1966 et 1971, 11% entre 1971 et 1976, ou plus précisément(3) de 14,9% en 1973, 8,0 % en 1974, 7,1% en 1975, 15,1 % en 1976, 10,3 % en 1977 et 11,6 % en 1978.

Quelle que soit la comparabilité des sources, leurs données sont d'un même ordre de grandeur. Or le phénomène récent le plus frappant est que le taux de croissance du PNB n'aurait été que de 7,1% (3) ou 6,4% (4) en 1979 et que le PNB aurait connu une diminution de 4% pendant le premier semestre de 1980 (5). Un facteur important en 1980 aurait été une chute de 19% de la production agricole, qui représentait encore 22% du PNB en 1979, mais la mise à l'écart de ce facteur ne conduirait qu'à la mise en évidence d'une quasi-stagnation du PNB hors agriculture en 1980.

Cette évolution est bien entendu à mettre en relation avec les événements politiques qui ont marqué la Corée du Sud en 1979 et 1980. Si les troubles de Pusan et Munsan en Octobre 1979 ont conduit à l'élimination de Park, "une grande partie de l'optimisme concernant les pays du Pacifique soutenus par le capital américain et le capital japonais et leur rôle possible comme principale région de croissance au 2<sup>e</sup> siècle a disparu avec le soulèvement de Kwangju(6). Une réorganisation est en cours sous un nouveau régime militaire dur, mais la question reste posée de savoir si la crise économique est la conséquence de l'instabilité politique, ou si au contraire cette dernière a ses racines profondes dans une crise de l'accumulation extravertie.

(1) Données de "Korea's fourth Five-Year Economic Plan" citées par P.Judet, op.cit

(2) FEER, 13 Juin 1980.

(3) FEER, 8 Août 1980 et 12 Septembre 1980

(4) FEER, 12 Sept.1980

(5) FEER, 22 Août 1980, le gouvernement prévoit -2 % pour l'année 1980 selon FEER du 26 Sept.1980

(6) South : Third World Facts, Analysis, Argument, pré-publication issue, Juillet 1980.

Le troisième plan quinquennal (1972-1976) s'attache au développement des industries chimiques et lourdes, tout en voulant assurer un équilibre par un effort sur le plan rural. Il envisage le lancement des exportations de biens intermédiaires et de biens de capital (1).

Les investissements planifiés par l'état (tableau I/1) sont surtout orientés vers les infrastructures économiques, techniques et sociales (62%), avec cependant 11,7 % pour l'agriculture, les forêts et les pêches et surtout 23,7 % pour les mines et l'industrie, dont 15,5 % pour les industries lourdes.

Le quatrième plan quinquennal (1977-1981) veut améliorer la compétitivité internationale de l'économie sud coréenne par l'innovation technique et l'accroissement de la productivité, et cherche à accroître les exportations de biens de capital (2). Il insiste sur le développement de la chimie et de la pétrochimie, de la mécanique, des machines-outils, des produits électriques et électroniques (3) tout en mettant sans doute en place les bases d'une industrie d'armement. Il devait se poursuivre par un cinquième plan (1982-1986) et des perspectives à long terme assignant aux industries mécaniques seules des objectifs d'exportation de  $1,9 \cdot 10^9$  \$ en 1981,  $5,7 \cdot 10^9$  \$ en 1987 et  $11,5 \cdot 10^9$  \$ en 1991 (4).

Les investissements du quatrième plan quinquennal, comparés à ceux du troisième, sont légèrement modifiés au profit des industries lourdes, dont la part passe de 15,5% à 17,2%, et des mines (1,6%), au détriment de l'agriculture (10,4%) et des infrastructures (61,3%) parmi lesquelles s'affirme cependant la part des équipements sociaux.

L'évolution générale ainsi organisée par le pouvoir militaire se traduit par une augmentation de la part de l'industrie dans l'emploi global et le PIB (tableau I/3). La part de l'emploi industriel a en effet été multipliée par 2,7 en 14 ans, pour atteindre 21,8% en 1977, et celle du produit industriel par 2,9 en 17 ans, pour atteindre 31,9% la même année 1977.

(1) Korea Business. 1976 n°4 cité par P.Judet, op.cit. annexe I.

(2) Korea Business, op. cit

(3) MOCI n°205 du 30 Septembre 1976.

(4) The Times, 31 Juillet 1978. cité par Y.Jorlin, op.cit.

Tableau I/2 / : STRUCTURE DE LA POPULATION ACTIVE.

S E C T E U R S	1963	1969	1972	1976	1977
Agriculture	63,6	51,9	50,8	44,9	42,1
Services	28,4	34,9	35,4	33,7	36,1
Industrie manufacturière	8,0	13,2	13,8	21,4	21,8
T O T A L	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau I/3 / : STRUCTURE DU PIB.

S E C T E U R S	1960	1970	1976	1977
Agriculture, forêts, pêches	43,4	31,1	23,1	21,7
Mines, électricité, gaz & eau	2,3	2,9	3,2	3,4
Services	10,2	9,2	6,8	6,6
Transport et communications	3,3	5,6	6,6	7,1
Divers	26,9	25,7	23,6	23,0
Industrie	10,8	19,1	31,5	31,9
Construction	3,1	6,4	5,2	6,3
T O T A L	100%	100%	100%	100%

Source : Données de A.Gallez et J.L. Treupin, op.cit, t.II p.9.

Tableau I/4 / : EVOLUTION DE LA BALANCE EXTERIEURE.

=====

Unité : 10<sup>6</sup> \$-US.

	1962	1972	1974	1976	1978	1979
Exportations	55	1676	4515	7800	12700	14700
Importations	-390	-2250	- 6452	- 8112	-14500	-19300
Services	43	33	- 309	- 192	200	- 100
Balance des biens et services	-292	- 541	- 2246	- 504	- 1600	- 4700
Transferts	236	170	222	230	500	400
Capitaux à long terme	8	496	1052	1169	2100	2500
Balance de base	- 48	125	- 972	895	1000	- 1800

Sources : Voir note (1) de la page précédente.

Tableau I/5 / : EVOLUTION ET STRUCTURE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE.

=====

	1969	1972	1975	1977
Montants décaissés seulement (10 <sup>6</sup> \$)	1474,3	2603,1	5227,1	8472,3
Total des emprunts (10 <sup>6</sup> \$) y compris montants non encore décaissés.	2124,8	3633,4	6996,3	13483,9
dont (%)				
- Emprunts bilatéraux publics	29,8	42,0		28,4
- Emprunts multilatéraux	6,8	15,2		17,6
- Fournisseurs	58,5	32,2		20,8
- Institutions financières	3,8	7,2		32,0
- Divers	1,1	3,4		1,2
- Service de la dette publique en % des exportations de biens et services.	14,4	17,7	10,4	8,7

Source : Rapports Annuels de la Banque Mondiale

Unité : 10<sup>6</sup> US \$

Tableau 1/6 : FINANCEMENT DE L'ACCUMULATION.

	1959-66		1970		1974		1976 (2)	
	10 <sup>6</sup> \$	%						
FBCF (1)	4115	100	2058	100	4329	100		100
Epargne étrangère (1)	348	23	548	26	1057	24		7
dont : prêts publics	141	10	115	6	317	7		
prêts privés	184	12	367	17	616	14		
investissement privés	24	1	66	3	124	3		
Epargne nationale (2)				60		62		36
dont : état				25		10		27
ménages				8		21		25
entreprises				26		31		38

Sources : (1) sauf 1976 et (2), sources différentes citées par A.Gallez et J.L. Troupin, op.cit, t.II, pp.49 et 54.

Tableau I/7 : REPARTITION DE L'INVESTISSEMENT ETRANGER EN 1974.

	Nbre. projets		(1)	(2)	(3)
		%			
Agriculture, pêche et forêts	51	1,7	-	-	-
Mines	-	0,3	0,2	0,4	0,3
Industrie	840	76,2	11,0	12,2	31,4
dont : Textiles et vêtements	107	19,8	5,0	8,1	12,2
Chimie	108	10,1	15,0	11,5	57,3
Pétrole et dérivés	6	6,9	70,0	70,3	56,2
Métaux et dérivés	65	6,2	37,0	11,7	34,2
Machines non électriques	113	4,3	19,0	29,7	93,4
Produits électriques et électroniques.	207	16,0	44,0	58,6	88,6
Moyens de transport	12	5,0	1,1	2,7	0,7
Services et divers	45	21,8	-	-	

(1) Part des firmes étrangères dans la production totale de la branche

(2) Part des firmes étrangères dans l'emploi total de la branche

(3) Part des firmes étrangères dans les exportations de la branche

Source : A. Gallez et J.L. Troupin. Op.cit. pp.58 et 60.

L'intervention du capital étranger est beaucoup plus marquante par les prêts privés à l'état ou aux firmes coréennes que par l'investissement direct.

Le capital public sud-coréen intervient directement dans la production industrielle, en particulier dans la sidérurgie(1) avec POSCO (Pohang Iron and steel) et le raffinage avec Korea Oil mais aussi dans d'autres domaines comme on l'a vu plus haut avec les investissements prévus par les troisième et quatrième plans quinquennaux. Le rôle de l'état est cependant surtout de soutenir le capital privé, non seulement en lui fournissant certains imputa mais en reprimant les revendications ouvrières, en distribuant des encouragements à l'exportation et en aménageant des zones industrielles telles celle de Changwon pour l'industrie lourde.

Le capital privé, appuyé par l'état et allié au capital étranger, est l'agent principal du contrôle de l'accumulation en Corée du Sud. Le capital privé est d'abord remarquable par l'émergence en son sein de plusieurs groupes puissants (tableau I/9), en expansion rapide, intervenant généralement dans plusieurs branches différentes et qui constituent ainsi de véritables trusts monopolistes. Comme au Japon ces groupes sont généralement appuyés, depuis 1975, sur des sociétés commerciales d'import-export, mais leurs biens internes restent plus formels et rattachent des filiales à une société mère et leur organisation est contrôlée par l'état (fusion de HYUNDAI et HYUNDAI International, qui avait pris une certaine autonomie, en 1979, ou partage des tâches entre HYUNDAI et DAEWOO en 1980).

Le premier et le plus connu de ces groupes, HYUNDAI, est déjà la 192<sup>ème</sup> firme mondiale en 1977. Il a 17 filiales et 90.000 employés en 1978, avec un chiffre d'affaires 50% plus important qu'en 1977 mais des exportations relativement faibles pour un groupe coréen en fonction de son orientation (provisoire?) vers le marché intérieur des biens de capital (tableau I/10). Il propose cependant l'exportation des usines chimiques clés en main(2), est intervenu avec PUK pour l'installation d'une usine d'aluminium en Malaisie et a obtenu de très nombreux contrats en Arabie Saoudite en particulier, jusqu'au moment où il y a été placé sur la "liste noire"(3). HYUNDAI s'est lancé dans la production de voitures automobiles(4) d'abord par montage puis en fabriquant les moteurs et d'autres pièces.

(1) Sur la sidérurgie sud coréenne, voir Y. Jorlin, op.cit.

(2) Hydrocarbure Processing, Février 1979.

(3) HYUNDAI CONSTRUCTION, pour un chiffre d'affaires de  $1.270.10^6$  \$ en 1979 (bénéfice  $64.10^6$  \$) avait alors  $1.800.10^6$  \$ de contrats en cours en Arabie Saoudite (FEER de 18 Mai 1980.)

(4)  $93.10^9$  won, ou environ  $900.10^6$  DA, en 1977.

Tableau I/10 : PRINCIPALES ACTIVITES DU GROUPE HYUNDAI.

F I L I A L E S	Branches d'activités
HYUNDAI CONSTRUCTION	Entreprise générale
HYUNDAI INTERNATIONAL	Construction et T.P. à l'étranger
HYUNDAI HEAVY INDUSTRIES	Sidérurgie, chantiers navals, constructions de machines et d'usines.
HYUNDAI CORPORATION	Commerce international
HYUNDAI MIPO DOCKYARD	Réparation navale
HYUNDAI MOTOR COMPANY	Automobiles "Pony"(1) et véhicules divers
HYUNDAI ENGINEERING	
HYUNDAI CEMENT	Ciment Portland
KEUMKANG	Matériaux de construction
ASIA MERCHANT MARINE	Transport maritime
50% Pechiney - Eugène Kuhlman	Aluminium (20.000 t/an)
6 autres filiales	

(1) Moteur "Saturne" sous licence Mitsubishi (4 cylindres, 1238 cm<sup>3</sup>) carrosserie dessinée par Ital Co, Turin.

Nous aurons l'occasion de revenir sur le cas de DAEWOO à propos du rôle qu'il est appelé à jouer dans la production de biens d'équipement électrique. Parmi les autres grands groupes, on doit citer SAMSUNG, qui n'est que le troisième sur notre liste mais qui se présente lui-même comme " le groupe le plus important de Corée", avec une croissance annuelle de 47 % en moyenne depuis 1970. Fondé en 1938, son activité s'est surtout développée depuis 1950 et il réaliserait, selon diverses estimations 3,8 % à 5% du PNB de la Corée du Sud et 5,5 % de ses exportations (tableau ). La liste de ses filiales donne à elle seule un tableau de la variété des branches dans lesquelles il est engagé : textile, commerce, construction, mais aussi mécanique lourde, pétrochimie, électrique, information et assurances, sans compter un hôpital et une université. (Tableau I/11).

Ces groupes sud coréens se développent très vite, dans une ambiance de rachats, fusions et faillites (cf. YULSAN en 1979) et de pouvoir absolu des "tycoons"(1) qui rappelle les débuts du capitalisme monopoliste aux USA. Mais leur développement est essentiellement tourné vers l'exportation, et ils ont par exemple, tiré part depuis 1975 du marché nouveau que représentaient les pays à excédents pétroliers du Moyen Orient (2).

Le capital privé sud coréen n'est cependant pas uniquement représenté par ces groupes monopolistes. De très nombreuses firmes produisent en effet soit directement pour le marché intérieur des biens de consommation soit dans le cadre de contrats de sous-traitance pour fournir des inputs ou des composants aux grands groupes ou plus encore aux firmes étrangères installées en Corée du Sud. Ainsi en 1973, le nombre des firmes recevant des ordres pour la fabrication partielle d'un produit dans six branches industrielles représentait entre 33% (produits métalliques) et 55% (équipements électriques et électroniques) du nombre total des firmes de la branche(3).

- 
- (1) Plusieurs des groupes, à commencer par HYUNDAI, ne publient pas leur rapport annuel et ne placent pas d'actions dans le public.
  - (2) Les entreprises coréennes de BTP ont obtenu en 1975 près de  $800.10^6$  \$ de commandes à l'étranger, dont en fait 735 au Moyen Orient (MOCI n°25 du 30 Août 1976). Le mouvement continue, et on note par exemple en 1977 l'ouverture à Seoul de la Bank of Credit and Commerce International, dans laquelle 70% du capital appartient à des nationaux des Emirats Arabes Unis (MOCI n°252 du 25 Juillet 1977).
  - (3) A Gallot et J.L. Troupin, op.cit. t.II p.62.

Tableau I/12 / : SITUATION DES TRAVAILLEURS

	1970	1972	1974	1976	1978
Taux de chômage	4,5	4,5	4,1	3,9	3,8
Durée hebdomadaire du travail (h.)					
- dans l'industrie en général	52,3	51,6	49,9	52,5	52,9
- industries métalliques	53,8	50,8	51,7	54,1	
- industries mécaniques	53,3	49,8	50,7	53,2	
- industries électriques et électroniques	49,7	49,4	47,6	48,9	
Montant du salaire mensuel (wons)					
- dans l'industrie en général	14301	18923	30209	51685	92907
- industries métalliques	15319	18980	29352	51518	93148
- industries mécaniques	15105	21272	33449	57658	116031
- industries électriques et électroniques	15213	18980	27848	49833	79240
Indice du salaire dans l'industrie en général	100	132,3	211,2	361,4	649,6
Indice des prix à la consommation					
- indice général	100	126,7	162,5	234,8	295,9
- alimentation	100	134,7	176,3	274	356,7
Evolution du pouvoir d'achat					
- consommation en général	100	104,4	130	153,9	219,5
- alimentation	100	98,2	119,8	131,9	182,1
Accidents mortels dans l'industrie, indemnisés, dans entreprises de plus de 50 travailleurs (par an, pour 1000 travailleurs).	0,26	0,24	0,25	0,15	

Source : BIT, "Annuaire des statistiques du Travail, 1979";

Deuxième partie :

LES BIENS D'EQUIPEMENT ELECTRIQUE  
DANS LA PRODUCTION INDUSTRIELLE.

=====

## 2.1. Structure de la production industrielle.

La structure de la production industrielle de la Corée du Sud (tableau II/1) montre une augmentation irrégulière de la part de l'industrie lourde et chimique entre 1972 et 1978. Conformément aux objectifs des plans tels que nous les avons déjà rappelés et en particulier aux objectifs d'exportation (tableau II/2) selon lesquels les exportations d'équipement devraient être multipliées par 25 entre 1977 et 1991 pour représenter cette dernière année 35% des exportations globales (15% en 1979).

Au niveau de ces objectifs d'exportations, on peut noter que la croissance la plus forte est prévue pour les véhicules automobiles et l'équipement général (1) mais que la croissance des exportations de biens d'équipement électrique devrait se situer au taux moyen prévu pour les équipements, ce qui représente déjà un objectif très ambitieux.

Jusqu'à 1975, on remarque cependant que les parts qui ont augmenté dans la structure de la valeur ajoutée industrielle (tableau II/3) sont celles des textiles (2) et dérivés, des produits électriques et électroniques, des moyens de transport et de la chimie (3), alors que celle des machines non électriques a au contraire diminué. Il en est de même pour le textile et la chimie dans la structure de l'emploi industriel jusqu'en 1976, mais ici la catégorie agrégée des métalliques, machines et équipements voit sa part augmenter notablement.

- (1) En 1977, la production d'équipements de levage par exemple atteint 36,6.10<sup>6</sup> \$, répartis entre HYUNDAI (30%), DAEWOO, SAMSUNG et des firmes comme YOEN HAP, KOREA HEAVY MACHINERY, KOREA SHIPBUILDING & ENGINEERING, LEECHUN HEAVY MACHINERY. Les importations dépassent cependant 20.10<sup>6</sup> \$, dont 50% en provenance des USA (ITOM. Août 1979)
- (2) La production de tissus atteint 546000 t en 1979, après une augmentation de 135% en 5 ans et représente 21% du PNB et 30% des exportations, essentiellement à partir de fibres synthétiques coréennes (514.000t) et importées (340.000t), selon FEER du 28.3.80.
- (3) En 1979, KOREA PETROCHEMICAL double la capacité de son usine de polyéthylène haute densité, passant de 35.000 à 70.000 t/an. De son côté ULSAN PETROCHEMICAL envisage de porter sa production de styrène monomère de 60.000 à 180.000 t/an d'ici 1981, dont 85% seraient transformés en Corée par HANNAM CHEMICAL et HANGUK SYNTHETIC RUBBER (MOCI, 1979 n° 354). En 1980, TONGYANG NYLON lance une usine de polystène de 30.000t/an (MOCI, 1980 n° 399).

Tableau II/1 : STRUCTURE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE.

	1972	1974	1976	1977	1978
Industrie légère	64,4	57,6	49,9	48,6	46,6
dont : Textiles	23,6	25,4			
Autres	40,8	32,2			
Industrie lourde et chimique	35,6	42,4	50,1	51,4	53,4
dont : Métallurgie	2,4	2,6			
Machines	7,1	7,9			
Electronique	2,9	5,6			
Constructions navales	0,7	1,3			
Petrole et chimie	22,6	25,0			
T O T A L :	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Sources : "Korea's Fourth Five Year Plan", cité par P.Judet, op.cit.pour 1972-1976 et estimations FEER du 13 Juin et du 22 Août 1980 pour 1977 - 1978.

Tableau II/2.: OBJECTIFS D'EXPORTATION.

Unité : 10 <sup>6</sup> US \$.	1977	1980	1986	1991	Croissance en 14ans
Equipement général	105	556	6.000	12.000	X114
Equipement de précision	65	375	1.650	3.700	X 57
Véhicules	27	255	2.900	8.800	X326
Bateaux	524	438	2.500	5.000	X 10
Equipement électrique	86	250	850	2.000	X 23
Produits métalliques	561	780	2.100	3.500	X 6
T O T A L :	1368	2654	16.000	35.000	X 25

Sources : Ministère du Commerce et de l'Industrie, cité par FEER du 30 Mai 1980 et Bulletin de statistiques ONU pour la base 1977.

## 2.2. La production d'électricité.

La consommation d'énergie augmentait ces dernières années de 12% par an, et des mesures gouvernementales tendent actuellement à la fois à limiter cette croissance et à transformer la structure des sources d'énergie primaire utilisées (1) :

	1980	Prévision 1990
pétrole (2)	60	51
Charbon	29	33
nucléaire	1,6	12,8
hydroélectricité, gaz et divers	9,4	3,2
T O T A L	100 %	100%

En ce qui concerne l'électricité, les capacités installées en Corée du Sud étaient surtout thermo-électriques jusqu'à 1976 (3) :

Unité : MW.	1967	1970	1974	1975	1976
Capacités totales	1083	2764	4934	5135	5340
Centrales publiques	917	2508	4523	4720	4810
dont : hydrauliques	300	329	621	621	711
thermiques	617	2179	3902	4099	4099

(1) MOCI. 1980 n°409.

(2) Malgré les recherches entreprises off-shore, la Corée du Sud doit importer son pétrole, et les quantités importées ont été multipliées par 1,6 entre 1974 et 1978 :

	1974	1976	1978
quantités importées ( $10^3$ b/j)	301,6	360,9	479,5
coûts annuels ( $10^6$ US \$)	961,6	1925,8	2209,5

part dans le total des importations. 44,0% 18,3% 14,8%

(Petroleum Economist. Novembre 1979)

(3) Annuaire statistique de l'ONU. 1977.

- joint-venture pour le développement du charbon des USA, avec Anglo-Martorano, pour fourniture de 0,6 Mt/an en partie pour la production d'électricité
- accord avec Petro Canada pour fourniture de 0,2 à 0,3Mt/an de charbon pour la production d'électricité.

Il est prévu par ailleurs le développement de la recherche d'uranium, en Corée même et à l'étranger (Soudan). Le gouvernement coréen envisage d'investir  $8,5 \cdot 10^9$  Wons (environ  $85 \cdot 10^6$  DA) en 5 ans pour le développement de l'énergie (extraction de l'uranium, énergie solaire, économies d'énergie, etc)(1). Déjà est envisagé un projet de centrale marémotrice de 200 à 300/MW (2) à Garolim.

De nouvelles centrales hydroélectriques sont prévues, et un rapport du KSERI, organisme de recherches attaché au Ministère de l'Energie, propose pour 1986 la construction de générateurs d'électricité solaire pour une capacité de 90 000 KW (3).

---

(1) MOCI, 1979 n° 335

(2) MOCI, 1979 n° 356

(3) MOCI, 1980 n° 409

A l'origine de ce groupe, déjà le 570e au classement mondial en 1977 avec un chiffre d'affaires de  $800 \cdot 10^6$  \$ en 1979) se trouve la DAEWOO INDUSTRIAL créée en Mars 1967 par Kim Woo-Chong. Aujourd'hui encore, le groupe apparaît comme l'affaire personnelle de son président-fondateur (1), mais il est cependant coté en bourse depuis 1973.

La croissance de DAEWOO a été fondée dès l'origine et se poursuit encore sur la base des exportations(2). Sa base industrielle a été le textile et le cuir au départ (3), mais le groupe s'est diversifié (tableaux II/5 et II/6) :

- par la création de filiales 100% ou de filiales conjointes avec des firmes étrangères.
- par la prise de contrôle de sociétés existantes, telles Shinsung Tongsang en 1973, Hankuk Machinery qui deviendra la base de DAEWOO Heavy Industries en 1976, KOREA Steel Chemicals 1977.
- par des prises participations dans d'autres sociétés.

Son orientation vers les biens d'équipement est donc récente, et traduit en fait les priorités indiquées par le gouvernement vers 1975.

Sur le plan financier, DAEWOO a un capital propre de  $84 \cdot 10^6$  \$ (4) et réalise en 1979 un bénéfice net après impôts de  $22 \cdot 10^6$  \$.

Toute l'industrie des biens d'équipement électrique en Corée du Sud est ainsi en voie d'être contrôlée par un groupe monopoliste. Cependant ce groupe est soutenu par l'état, qui pourrait même prendre une participation importante dans le capital de la société par transformation des prêts de la KOREA DEVELOPMENT BANK en achat d'actions (5).

(1) Cf. rapport DAEWOO 1979 : "En tant que directeur responsable de toute l'administration de la société, j'ai fixé l'objectif des ventes totales (pour 1980) à 2 milliards de dollars..."

(2)  $1120 \cdot 10^6$  \$ en 1979, en augmentation de 59% par rapport à 1978, soit 85% du chiffre d'affaires total de  $1.321 \cdot 10^6$  \$ (tableau )

(3) ITOM, Juillet 1978.

(4) Avec un endettement de plus de  $310 \cdot 10^6$  \$, pour lequel il a dû verser en 1979 des intérêts de  $75 \cdot 10^6$  \$.

(5) FEER du 5 Septembre 1980.

Tableau II/6 / : PRINCIPALES ACTIVITES DU GROUPE DAEWOO.

F I L I A L E S	Branche d'activités
DAEWOO INDUSTRIAL	Société mère et commerce interna- tional
DAEWOO HEAVY INDUSTRIES	1er producteur de machines de Corée
DAEWOO SHIPBUILDING & HEAVY MACHINERY	en 79 moteurs diésel, moteurs et bogies de chemins de fer matériel TP équipement pour contrôle thermiques et nucléaires, constructions navales, chaudières, locomotives élec., mètre.
DAEWOO-BABCOCK (DEUTSCHE BABCOCK 50%)	Machines
DAEWOO ELECTRIC (BBC 49%)	Chaudières Génératrices turbines
SINA SHIPBUILDING & ENGINEERING	
DONGHEUNG ELECTRIC	
DAEWOO-ITT	Tubes pour centrales, mines chimiques navires
SAEHAN MOTORS (Général motors, 50%)	Automobile
DAEWOO DEVELOPMENT	Centrales thermiques, clé en main, construction et TP. usine de pneuma- tiques.
DAEWOO ENGINEERING	Construction
DAECHANG ENTERPRISE	et engineering consultant
DONGWOO DEVELOPMENT	
DONGWOO MANAGEMENT CONSULTING	
DONGWOO ARCHITECT & ENGINEER	
SORAK DEVELOPMENT	
DAEWOO ELECTRONICS	Electronique
KOREA STEEL CHEMICALS	Chimie
PUNGKUK Oil	
SHINSUNG TONGSONG	Textiles
PUNGHAN TEXTILE	
WONLIM INDUSTRIAL	
KORYO LEATHER	Cuir
DAESUNG INDUSTRIAL	
PEERES COSMETICS	Divers
SAUJIN	
DAEYANG SHIPPING	
KOREA CAPITAL CORP.	
ORIENT INVESTMENT ET FINANCE	Financement
ORIENT SECURITIES	

c) Les filiales ou projets mixtes avec les firmes étrangères.

L'établissement de filiales à participation étrangère constitue un moyen à la fois d'obtenir des firmes étrangères une technologie qu'elles ne céderaient pas volontiers et d'engager ces firmes dans la mise au point de l'utilisation de cette technologie, avec le risque de non-transfert attaché aux interventions directes du capital propriétaire de la technologie.

Dans le cas des biens d'équipement électrique, on note ainsi :

- un projet commun HYUNDAI (60%)-WESTINGHOUSE (40%) pour la production de génératrices électriques et de pièces pour génératrices et réacteurs nucléaires(1)
- des filiales de DAEWOO avec :
  - . BROWN - BOVERI (49%) pour la production de turbines et de génératrices
  - . DEUTSCHE BABCOCK (50%) pour la production de chaudières.
  - . ITT pour la production de tubes pour centrales.etc.

---

(1) ITOM , Décembre 1978.

Troisième partie :

BIENS D'EQUIPEMENT ELECTRIQUE  
ET RAPPORT AU MARCHE MONDIAL.

=====

### 3.1. Les échanges de produits mécaniques et électriques.

Pris globalement, les échanges de produits mécaniques et électriques (CTCI 7, voir tableaux) jouent un rôle important dans les échanges commerciaux de la Corée du Sud. Les exportations de cette catégorie ont par exemple représenté 15% des exportations totales en 1974 et 20% en 1978(1).

a) Le taux de couverture des importations par les exportations de produits mécaniques et électriques a connu une progression spectaculaire, malgré un fléchissement en 1978 :

1971	1974	1977 (2)	1978
14 %	40 %	58 %	54 %

b) Cette évolution favorable du taux de couverture s'est produite malgré une très forte croissance du volume des importations à prix courants, qui a été multiplié par 7,8 entre 1971 et 1978 (3). Ces importations proviennent essentiellement du Japon (45% en 1971, 57% en 1977) et des USA (28% en 1971, 22% en 1977).

Environ 40% de ces importations sont constitués de biens mécaniques d'équipement industriel, mais on note la part croissante des machines-outils :

	1971	1974	1977	1978
part des machines-outils	3,4 %	3,3 %	5,5 %	6,8%
part des biens d'équipement spécialisés.	34,1 %	37,9 %	33,8 %	34,3%

(1) En ajoutant les produits métalliques et les produits chimiques on atteint un pourcentage de 39% en 1978 et 43% en 1979. Selon le rapport DAEWOO 1979.

(2) Ce taux de couverture serait d'ailleurs plus important si l'on tenait compte aussi des produits métalliques (CTCI 69) et des instruments de mesures et de précision (CTCI 861), ce qui donnerait par exemple pour 1977 :

	69	7	861	Total
exportations (10 <sup>6</sup> \$)	560,6	1727,8	65,2	2353,6
importations (10 <sup>6</sup> \$)	136,7	2990,6	90,8	3218,1
taux de couverture	410 %	58%	72%	73%

(3) Le taux de croissance annuel de ces importations a été de 41% en 1972-1974, 21% en 1975/1977 et 58% en 1978.

### 3.2. Les échanges de biens d'équipement électriques.

Comme il est normal pour un pays qui commence à développer sur une échelle importante sa propre production de biens d'équipement, chaque catégorie de biens d'équipement électrique représente un cas particulier.

a) Parmi les produits mécaniques servant à la transformation de l'énergie primaire, les machines à vapeur constituent l'importation la plus importante en 1978, et ne sont pratiquement pas exportées. Ces machines à vapeur proviennent d'ailleurs essentiellement du Japon jusqu'à 1977, avec jusque là une quasi-stagnation de la valeur des importations en prix courants, renvoyant à la mise en place d'une industrie d'import-substitution.

Par contre les importations de turbines à gaz et réacteur nucléaires sont faibles et irrégulières, essentiellement en provenance des USA. Mais en 1978 les exportations de "turbines à gaz et pièces pour turbines", essentiellement à destination des USA, dépassent légèrement les importations et manifestent la mise en place d'une industrie de composants et peut être de montage liée au capital américain.

b) Les équipements liés directement à la production d'énergie électrique constituent l'une des importations qui connaissent le taux de croissance le plus fort et le plus régulier entre 1971 et 1978, et un lieu de concurrence très vive entre le Japon et les USA. Les exportations surtout destinées au Japon sont faibles et n'atteignent pas 20% du montant des importations. Il s'agit d'une production prévue mais non encore réalisée sur une large échelle.

c) Enfin les équipements de distribution d'électricité connaissent des échanges extérieurs globalement équilibrés, mais leurs importations proviennent à 90% du Japon et leurs exportations sont destinées à 90% aux pays du Tiers Monde.

Tableau III/1 : IMPORTATIONS DE LA COREE DU SUD  
Montants en 10<sup>6</sup> US \$

P R O D U I T S	Code CTCI	1971	1974	1977	1978
Produits mécaniques et électriques	7	602,5	1683,4	2990,6	4742,2
Produits mécaniques	71	299,8	857,3	1585,7	2563,9
Machines à vapeur	711.1,2,3	32,2	25,2	45,7	151,2
Turbines à gaz	711.6	0,1	1,2	29,1	9,3
Réacteurs nucléaires	711.7	0,2	26,5	2,7	0,7
Machines-outils	715.1	20,2	55,1	164,2	323,1
Equipements spécialisés divers	717,718,719	205,6	637,7	1011,4	1628,2
Produits électriques	72	157,6	472,9	996,7	1309,3
Equipements d'énergie électrique	722	47,2	102,5	363,4	441,6
Equipements de distribution d'électricité.	723	7,0	23,3	31,8	45,7
Appareils de télécommunications	724	32,0	102,8	213,6	301,8
Appareils divers et composants	729	67,9	238,7	377,6	491,4
Moyens de transport	73	145,2	373,2	408,2	868,0
dont : Japon	7	269,0	1046,5	1713,9	
USA	7	168,1	367,8	656,5	

Source : ONU, Bulletins de Statistiques du Commerce Mondial des Produits des industries Mécaniques et Electriques.

Tableau III/3 : EXPORTATIONS DE LA COREE DU SUD VERS LE TIERS MONDE

Montants en 10<sup>6</sup> US \$.

P R O D U I T S	Code CTCI	1971	1974	1977	1978
Produits mécaniques et électriques	7	nd	114,3		798,5
Produits mécaniques	71		14,2		73,6
Machines à vapeur	711.1,2,3		0,0		0,4
Turbines à gaz	711.6		0,0		0,8
Réacteurs nucléaires	711.7		0,2		
Machines-outils	715.1		0,4		1,5
Equipements spécialisés divers	717,718,719		9,8		59,9
Produits électriques	72		44,4		231,0
Equipements d'énergie électrique	722		3,9		16,9
Equipements de distribution d'élec- cite.	723		5,3		42,0
Appareils de télécommunications	724		8,5		64,1
Appareils divers et composants	729		26,6		100,7
Moyens de transport	73		55,6		493,7
dont : Moyen Orient	7		7,6		430,7
	71		2,3		26,2
	72		5,1		45,8
	73		0,2		358,7
Avec sauf Japon	7		53,7		
	71		11,4		
	72		33,8		
	73		8,5		

Source : ONU, Bulletins de Statistiques du Commerce Mondial des Produits des Industries Mécaniques et Electriques.

VALORISATION PHYSIQUE INTERNE DES HYDROCARBURES

Doc. n°1	Projet de recherche	Octobre 1979
Doc. n°2	Le secteur des hydrocarbures en Algérie: Statistiques.	Décembre 1979

Première phase : PRODUCTION D'ELECTRICITE.

Doc. n°3	Bilan de la branche électrique en Algérie.	Avril 1980
Doc. n°4	Situation et perspectives de l'énergie solaire.	Avril 1980
Doc. n°5	Biens d'équipement électrique en Algérie Note préliminaire.	Avril 1980
Doc. n°6	Biens d'équipement électriques dans les pays capitalistes industrialisés.	Avril 1980
Doc. n°7	Biens d'équipement électrique dans les pays du COMECON.	Avril 1980
Doc. n°8	Electrométallurgie du zinc et de l'aluminium	Avril 1980
Doc. n°9	Biens d'équipement électrique en Corée du Sud. Eléments monographiques.	Octobre 1980

BIBLIOGRAPHIE.

A. GALLEZ et J.L. TRCUPIN, "Les pays en développement de l'Asie de l'Est et du Sud Est dans la perspective d'une nouvelle division internationale du travail" t.II, Louvain, Mars 1980.

Yves JORLIN, "L'industrie sidérurgique en Corée du Sud", CREA, Mai 1979.

Pierre JUDET, "A propos de la semi-industrialisation, le cas de la République de Corée" IREP, Grenoble, Avril 1979.

O.N.U. "Bulletins de Statistiques du Commerce Mondial des Produits des Industries Mécaniques et Electriques", 1971 à 1978.

WCC "Human Rights in the Republic of Korea ", Genève 1979.

Far Eastern Economic Review, Janvier à Septembre 1980

Industrie Mécanique, 15.2.79.

Industries et travaux d'Outre Mer, Juillet 1977, Juillet 1978, Avril 1979 à Février 1980.

Le Monde, 20.11.79, 9 et 10.9.1780

Le Monde, Diplomatique. Décembre 1979

Le Moniteur du Commerce International, 1976 à 1980

South : Third World Facts, Arguments, Perspectives, Juil.80.